



n° 9 - octobre 2012

Le changement ? NON plutôt la continuité	page 1
Résultats des élections DP et CE à Renault Trucks	page 2
5ème congrès du syndicat SUD Culture	page 2
Suicide d'un enseignant La série noire continue	page 3
Grande manifestation contre le Traité d'austérité	page 4
Au Portugal, au Québec... La lutte paie !	page 5
Une première !	page 6

EDITO

Le changement ? NON plutôt la continuité...

En dehors de certains discours et de quelques mesures symboliques, on a du mal à percevoir le changement.

Même si quelques unes des mesures scandaleuses du pouvoir de droite ont été détricotées (*suppression des exonérations liées aux heures supplémentaires, alourdissement des cotisations sur certaines niches fiscales, nouvelles tranches d'imposition à 45 % et 75 % pour ceux qui gagnent plus d'un million d'euros par an...*), les travailleurs ne voient pas pour autant de changement.

Les plans de licenciements (*Plysorol, PSA, Sanofi, Petroplus, Arcelor-Mittal, Alcatel-Lucent...*) se multiplient. La compassion ministérielle ou l'envoi des forces de l'ordre au salon de l'automobile ne sont pas les réponses qu'attendent les dizaines de milliers de salariés qui iront grossir les rangs de Pôle Emploi, déjà en charge de trois millions de chômeurs ne travaillant pas du tout et de cinq millions d'inscrits.

A quand une loi créant un droit de veto sur les licenciements pour les Comités d'Entreprise ?

- A quand l'augmentation du SMIC à 1700 euros ?
- A quand l'annulation des contre-réformes des retraites ?
- A quand la dénonciation des traités européens qui organisent le pillage des populations au profit des patrons et des banquiers et instaurent l'austérité partout ?
- A quand une réforme de la fiscalité qui engage vers une autre répartition des richesses ?

Bref, puisque ce gouvernement ne rompt pas avec la politique néfaste du précédent, nous devons agir pour faire avancer nos revendications. Des luttes, souvent unitaires, ont lieu dans différents secteurs professionnels, elles doivent servir d'appui pour construire une riposte nationale interprofessionnelle.

Dans une période où l'intersyndicale nationale est au point mort (*les uns étant empêtrés dans leurs problèmes internes, d'autres voulant être les meilleurs interlocuteurs du gouvernement*), c'est à la base qu'il nous faut construire un mouvement de lutte unitaire qui doit déboucher sur un mouvement national permettant d'obtenir satisfaction sur des revendications urgentes et structurantes.

Caen le 16 octobre 2012

Résultats des élections DP et CE à Renault Trucks Blainville

Le 19 juin 2012 ont eu lieu les élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise à l'usine Renault Trucks à Blainville sur Orne.

Sud Solidaires obtient la majorité absolue tant en DP qu'en CE C'est un résultat historique sur le site de Blainville

C'est le titre du tract diffusé par nos camarades de Sud le lendemain des élections avec des commentaires dont nous retenons ceci.

Sud Solidaires progresse partout au 1er collège comme au second en DP comme au CE et obtient tous collèges confondus la majorité absolue au CE avec 53,87% des voix et en DP avec 55,21%. Au 1er collège nous frisons les 70%, ce qui n'est jamais arrivé sur le site de Blainville.

En nombre de sièges nous obtenons 6 titulaires sur les 9 à pourvoir au CE dont 1 au second collège que nous gagnons. Pour les DP nous obtenons 11 sièges sur les 17.

Sud Solidaires est d'ores et déjà représentatif à Blainville, mais aussi sur l'ensemble du groupe Renault Trucks.

5ème congrès du syndicat SUD Culture

Le 5ème congrès du syndicat SUD Culture s'est tenu à Clécy (14) entre le 25 et le 28 septembre dernier.

Le syndicat SUD Culture, né en janvier 1997, regroupe aujourd'hui plus de 1000 adhérents issus de différents secteurs : médias (*Radio France – AFP – Groupe l'Express ...*), cinéma (*MK2, Gaumont-Pathé ...*) musées (*Louvre, Orsay ...*), archéologie (*INRAP ...*), éditions (*Hachette, Hatier ...*), professionnelles et intermittents du spectacle, écoles d'architecture et d'Art, personnels du ministère de la Culture, établissements publics

Lors de ce congrès, qui a regroupé une soixantaine de militants, plusieurs motions ont été adoptées, dont :

- Réforme de l'unedic, de l'intermittence, du financement de la culture. (extraits)

(...) En début d'année 2012, suite au rapport de la cour des comptes sur le chômage, il a été question d'une réforme anticipée notamment pour les annexes VIII et X. L'idée dominante étant de faire passer les techniciens (annexe VIII) sous les régimes de chômage des intérimaires (annexe IV). Ceci est bien dans la continuité des réformes précédentes, ayant séparé techniciens et artistes : briser les solidarités dans le dessein de détruire l'espace de liberté laissé à cette branche de la population et d'éviter que ce modèle puisse être pris comme exemple. (...)

Ce n'est pas une question économique, mais politique.

*La culture ne peut pas être dissociée du projet global de société, elle doit pouvoir être un moteur. (...)
Le régime de chômage des intermittents ne doit pas être vu comme celui d'un simple privilège dû à l'artiste.
(...)*

- Décroissance (extraits)

Les limites planétaires (...) appellent des décisions concrètes et immédiates regroupées dans un nouveau modèle économique remettant en cause le dogme de la croissance tout en permettant de préserver un avenir aux pays émergents.

Il est urgent dans le contexte de décroissance économique qui s'impose, que Sud Culture Solidaires participe à l'élaboration et à la diffusion d'un modèle alternatif à l'économie de marché permettant (...) la définition d'un nouvel horizon dans les limites écologiques désormais connues de notre planète. (...)

- Séparation des clergés et de l'Etat (extraits)

(...) SUD Culture exige l'arrêt du financement par les contribuables de l'enseignement religieux agréé par le ministère de l'Education nationale (...) Abrogation des dispositions spécifiques du Concordat en Alsace-Moselle (...); SUD Culture rajoute dans ses statuts que le syndicat est anticlérical (...)

Suicide d'un enseignant

La série noire continue

Le jour de la rentrée scolaire, un professeur des écoles, nouvellement affecté dans un lycée (14), a mis fin à ses jours chez lui. Le syndicat SUD Education Calvados garantit de son soutien et présente ses sincères condoléances à sa famille, à l'ensemble de ses proches et de ses collègues.

Pour **SUD Education Calvados** et **SOLIDAIRES**, cet événement tragique rappelle la situation de souffrance des personnels de l'Education Nationale qui ne fait qu'empirer. Les causes ne sont pas à chercher dans la vie personnelle de cet enseignant mais dans l'organisation pathogène du travail.

L'impréparation pour un travail qui peut apparaître facile génère une souffrance insupportable pour qui connaît le métier. Pour beaucoup de ses collègues, c'est son vécu quotidien au travail et sa conscience professionnelle qui l'ont conduit à se suicider.

Sud Education Calvados demande au rectorat et au ministère de cesser la mise en place d'organisations du travail pathogènes. Malgré de nombreux suicides dans l'Education Nationale, le ministère n'a pris aucune décision pour mettre fin à ces situations. C'est pourquoi nous avons été initiateur de la tenue d'un Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail extraordinaire dans lequel nous avons demandé une enquête. Or, la FSU majoritaire au CHSCT s'étant abstenue, la demande d'enquête a été déboutée. Les Conditions de Travail sont malheureusement encore trop méconnues par les autres organisations syndicales pourtant ultra majoritaires dans les instances. Ceci nous mène face à des situations d'une iniquité d'une extrême violence. Cependant le combat continue !

Nous, militants syndicaux sommes fondés et légitimes à émettre l'hypothèse dans le cas d'un suicide que les conditions de travail de la victime peuvent avoir un lien avec son geste. Faire cette hypothèse et mettre en oeuvre des actions pour la vérifier n'est pas instrumentaliser un suicide mais agir dans le cadre de nos prérogatives.

Grande manifestation

contre le Traité d'austérité



Nous partîmes de CAEN à 2 cars remplis dimanche matin. Puis d'autres bus venant d'autres départements nous rejoignirent.

On se retrouva une dizaine de bus à la queue-le-le sur l'A13, et c'est escorté par la gendarmerie en motos que nous entrâmes dans Paris, périphérique fermé pour laisser passer notre convoi. Imposante arrivée dans cet immense boulevard, Cours de Vincennes, croisant des sans abris dormant à même le sol, nous étions plus de 100 bus venant de tous les départements, près de 10.000 provinciaux.

Nous nous garâmes et rejoignirent la manifestation place de la Nation en passant sous les colonnes du Trône : deux imposantes colonnes surplombées de statuts de rois, lieu de passage servant à l'octroi, c'est à dire l'impôt à l'entrée dans Paris, un impôt anté-révolutionnaire... Avons-nous payé l'octroi ?...

La manifestation se déploya nonchalante sous un ciel ensoleillé, de Nation à place d'Italie. Les premiers arrivant place d'Italie, ceux de Nation n'étaient pas encore tous partis...

Plus de 100.000 personnes ! pour dire NON à l'ultralibéralisme européen et à « la règle d'or ». La démonstration de mobilisation unitaire est faite. Il est maintenant opportun de mener une campagne prolongée « d'éducation populaire », de déconstruction du discours dominant, avec des pistes de politiques alternatives.

C'est ce que nous nous attachons à faire avec le CAC14 (*collectif pour un audit citoyen de la dette publique* (Calvados)).



Au Portugal, au Québec... La lutte paie ! Et nous on s'y met quand ?

La lutte paie au Portugal

Le 15 septembre, le Portugal et ses 10 millions d'habitant-e-s ont connu la plus grande manifestation depuis la révolution des oeilletts. Exigeant la démission du 1er ministre, le départ de la troïka et la fin de l'austérité, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues dans une trentaine de villes. Cette mobilisation faisait suite à l'annonce d'un projet gouvernemental de basculer le prélèvement de près de 7% des cotisations sociales du patronat vers les salarié-e-s, dans le cadre du plan d'austérité élaboré avec l'UE et le FMI. Le 21, des milliers de manifestant-e-s se sont rassemblé-e-s devant le palais présidentiel. **Devant la perspective d'une grève générale massive, le gouvernement a officiellement renoncé à ces transferts de cotisations et ouvert des négociations.**

La lutte paie au Québec

Depuis le printemps, les étudiant-e-s du Québec se sont massivement mobilisé-e-s par la grève reconductible contre la hausse des frais d'inscription incompatible avec le droit à l'éducation. Le gouvernement, non content de refuser toute négociation, a fait adopter en mai la loi 12, qui restreint le droit de manifestation, d'expression et d'association, et qui pénalise tou-te-s les acteurs/trices allié-e-s des étudiant-e-s. Face à la détermination des étudiant-e-s, soutenu-e-s par une grande partie de la population et des professeur-e-s, le gouvernement a annoncé mi-septembre l'annulation de la hausse des frais de scolarité et l'abrogation de la loi 12. **Là aussi, avec des manifestations massives, c'est bien (comme ici lors du CPE) la reconduction de la grève qui a permis d'imposer des reculs aux gouvernements et au patronat.**



Il est temps de passer à l'action

Bien entendu, il s'agit pour le moment de victoires partielles, défensives, peut-être temporaires. Portugais-e-s et Québécoise-s n'en sont pas dupes : il faudra des mobilisations d'ampleur pour imposer des alternatives en lieu et place de reculs de circonstance. Mais en France, alors que l'attentisme domine les organisations syndicales, ces situations nous rappellent que la lutte paie lorsqu'elle va au bout de sa logique : il est temps de retrouver le chemin des luttes pour gagner.

Des mobilisations à construire

Le gouvernement veut faire adopter en urgence le Pacte budgétaire de Sarkozy et Merkel. Ce traité conduirait à l'austérité et à des reculs pour les services publics, les solidarités, les droits sociaux et les salaires. La manifestation unitaire du 30/09 a rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Elle ne doit pas être un baroud d'honneur sans suites, mais un point d'appui dans la construction d'une dynamique de mobilisation contre l'austérité et pour des alternatives.

Les contradictions du capitalisme sont aujourd'hui à un paroxysme. Au nom du poids des dettes publiques et de la compétition mondialisée, ce sont toujours aux salarié-e-s qu'on veut faire payer les pots cassés. Les services publics, les solidarités sociales et les droits du travail sont dans la ligne de mire partout en Europe. Le chômage de masse continue d'augmenter. Les fermetures d'entreprises et les licenciements se multiplient.

Seule la mobilisation peut modifier le rapport de force. Il y a urgence à construire la convergence des luttes contre la précarité et les licenciements, pour le droit à l'emploi et l'annulation des dettes publiques.

Une première :

les salariés des très petites entreprises (*moins de 11 salariés*) et les salariés chez les particuliers

**VONT POUVOIR VOTER
POUR UN SYNDICAT**

Des élections vont avoir lieu fin novembre début décembre.

Nous en connaissons :

Nous allons leur proposer de voter pour l'union Solidaires.

Faites voter pour Solidaires.

Un tract dans ce bulletin est pour eux. Donnez-leur.

7 avenue de Cambridge
CITIS
14 200 Hérouville St Clair

Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 08 79 03 13 95

Mel :
syndicatssolidaires-bn@orange.fr

Directrice de la publication :
Danielle Morvant

Mensuel
Prix public : 1 euro
Imprimé par nos soins

